

Mais à quoi tient do aux génériques ?

Enfin ! La Caisse nationale française d'assurance maladie (Cnam) vient de publier les résultats d'une fort intéressante étude comparative concernant la consommation et les dépenses de médicaments dans sept pays européens (Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suisse); et ce entre 2006 et 2009. L'initiative étant française, les résultats de ce pays sont bien évidemment plus particulièrement disséqués et mis en valeur. Il n'en reste pas moins que les comparaisons sont édifiantes et témoignent, directement ou pas, des différences dans la prévalence des pathologies (ou dans la perception que l'on peut en avoir) et, plus encore peut-être, des pratiques médicales. Ils interrogent aussi sur les causes profondes des durables et profondes allergies que manifestent globalement les prescripteurs français (voire leurs patients?) aux génériques.

Premier constat: les Français ont – durant cette période – nettement ralenti leur consommation (en volume) de spécialités pharmaceutiques, alors que celle-ci a, dans le même temps, augmenté de manière importante dans tous les autres pays (respectivement de 4,3%, 4,6%, 0,5%, 4,5%, 3,8% , 2,9% et 2,9%). Pour autant, la France demeure en deuxième position de ce classement européen pour ce qui est du nombre de médicaments consommés par habitant; à égalité avec l'Espagne et juste derrière le Royaume-Uni. «Chaque année, en moyenne, un Français consomme 382 comprimés, doses ou

nc l'allergie

gélules (unités standards) parmi les huit classes de médicaments qui ont été pris en compte dans cette étude, résumant les auteurs. C'est 53 de plus qu'un Allemand ou 84 de plus qu'un Italien.»

Autre constat (rassurant?): les Français sont plus les «champions d'Europe» de la consommation d'antidépresseurs. Après des années en tête de classement, la France

Espagne, de 5,2% en Allemagne et de 3,4% aux Pays-Bas. Cette étude montre d'autre part une augmentation, en France, de la consommation de statines: soit 4,5% par an entre 2006 et 2009, contre plus de 10% en Allemagne, en Italie et en Espagne. Seuls les Pays-Bas affichent un taux de croissance équivalent (5,2%). Ceci n'empêche pas la France d'être le pays le plus gros consommateur (en volume et par habitant) de l'ensemble des hypocholestérolémiants. «Ulcères et acidités gastriques»? Là encore, la France enregistre le plus faible taux de progression pour ce qui est des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP); soit 3,6% de croissance en volume par an contre des taux de croissance, dans les autres pays européens, de plus de

et 85%) permettant de délivrer un médicament générique. Le constat est identique pour ce qui est des statines où la France se situe au dernier rang européen pour les prescriptions dans le répertoire des génériques. Ces prescriptions ont même chuté de 13 points entre 2006 et 2009; et ce alors qu'elles progressent dans de nombreux pays européens. «Chaque année, la France pourrait économiser 1 milliard d'euros, sur ces deux classes de médicaments, en adoptant la même structure de consommation et de coûts que l'Allemagne» a calculé la Cnam.

Il est désormais bien établi, en France comme ailleurs, que les médicaments génériques sont en moyenne 30% moins chers que leurs «homologues de marque». Or ces génériques ne représentent (en France) que près d'une boîte de médicaments remboursée sur quatre tandis que dans certains pays (l'Allemagne et le Royaume-Uni notamment) les génériques équivalent à plus de la moitié des médicaments remboursés par la collectivité. «En participant à la maîtrise des dépenses de santé, les médicaments génériques constituent un engagement de la part de l'ensemble des acteurs (professionnels et patients) et contribuent à préserver notre système de santé, basé sur la solidarité, soulignait-on auprès de la Cnam. Les économies réalisées peuvent ainsi être réallouées sur les postes où la solidarité est primordiale, comme le traitement des pathologies lourdes, et financer l'innovation thérapeutique: à titre d'exemple, 5% des patients en affection de longue durée (pris en charge à 100% par l'assurance maladie) ont une dépense de santé annuelle supérieure à 33 000 euros.»

Et d'ajouter: «Il est ainsi essentiel que chacun d'entre nous participe aux efforts de maîtrise des dépenses. Le choix d'un médicament générique constitue un geste essentiel pour faire des économies tout en garantissant la même qualité de prise en charge.» On peut d'ores et déjà lire entre les lignes la question suivante: à quand la prescription d'un non-générique sera-t-elle, en France, radicalement dissociée du remboursement? Or cette question est, pour l'heure, pratiquement inaudible dans l'Hexagone; comme, sans doute, dans d'autres espaces nationaux, européens ou pas. Qui pourrait, ici et au plus vite, fournir une réponse raisonnablement architecturée?

Jean-Yves Nau
jeanyves.nau@gmail.com



Source: Wikimedia; auteur: Gryffindor

passer au troisième rang pour la consommation de ces spécialités. C'est le seul pays à connaître une régression des volumes consommés: -1% par an en moyenne entre 2006 et 2009. On observe à l'inverse (faudrait-il être ici inquiet?) une croissance de 6,3% en

10%, l'Italie et l'Allemagne allant jusqu'à dépasser les 17%. Pourquoi?

Tous ces éléments ne modifient pas une donnée essentielle: la France demeure, coûte que coûte, en tête des pays européens pour ce qui est des dépenses médicamenteuses; 114 euros en moyenne par habitant (juste devant la Suisse avec 107 euros), soit 20 euros de plus qu'en Espagne et près de 45 euros de plus qu'en Allemagne et qu'aux Pays-Bas. Là encore, comment comprendre? «A cause de cette spécificité française dans les prescriptions qui favorisent les dernières innovations aux dépens des médicaments génériques à l'efficacité prouvée et nettement moins chers» souligne-t-on auprès de la Cnam.

Deux démonstrations. Pour les IPP, la part française des prescriptions dans le répertoire générique est la plus faible d'Europe, avec un taux de 63%, en baisse de 8 points par rapport à 2006. A l'inverse, l'Allemagne et l'Italie affichent des progressions de 17 points sur la même période, avec la quasi-totalité des prescriptions (respectivement 96%